info-action Palestine

Association France-Palestine Solidarité • Ain

N° 76 - septembre 2026

7 332

C'est le nombre d'adhérent.es de l'AFPS au niveau national. De 2022 à 2025 il est passé de 4 684 à 7 332 ; le nombre de groupes locaux de l'AFPS a aussi évolué de 92 à 115 sur la même période.

C'est dans ce contexte que se réunira les 7 et 8 novembre prochains à Montreuil le congrès national de l'AFPS. Il fixera les orientations de l'AFPS pour les trois années à venir. Nul doute qu'un vent de jeunesse et de dynamisme y soufflera.

Nous avons noté avec satisfaction la décision de principe de douze pays de mettre fin au commerce avec les colonies israéliennes. C'est un pas vers l'application du droit international. Reste à vérifier les modalités de mise en œuvre. Espérons que ce ne sera pas un effet d'annonce comme l'a été la reconnaissance de l'État de Palestine par la France.

Les projets de notre association sont nombreux et variés pour les mois qui viennent Notre objectif est toujours le même : la fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid et du génocide, le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Pour cela nous défendons toujours : le boycott d'Israël tant qu'il ne respectera pas le droit international, le désinvestissement des États et des institutions – en priorité des banques françaises – de la colonisation israélienne, la mise en œuvre de sanctions contre Israël.

Claude BARDET

Deux repas palestiniens cette année ! Deux dates à retenir

• Samedi 17 octobre à Oyonnax –Journée caritative (voir page 13)
et
• Dimanche 22 novembre
Salle polyvalente de Saint Rémy - accueil à partir de 11h30
Adulte : 18 € - Inscriptions au 04 74 23 70 30
ou armand.vacle wanadoo.fr - Bulletin à l'intérieur

Sommaire

P 1 : **Édito**

International

P 2 à 3 : Israël face au monde : la fin de l'exception
P 3 : Les récentes déclarations de Mike Huckabee, signe des désaccords entre Israël et les États-Unis
P 4 : Qui prétend vouloir la paix commence par un génocide

Sur le terrain

P 5 : Élections en Cisjordanie, sur fond de colonisation débridée et assumée
P 6 : Le massacre des innocents - Quand les colons multiplient les actes de violence sous le regard bienveillant de l'armée isrsaélienne
P 7 : Le docteur Abu Safiya en danger de mort imminent
P 8 : Le ciblage des soignants et l'anéantissement du système de santé de Gaza - Araqib détruit pour la 249e fois
P 9 : *Ils nous exterminent à petit feu*

Nos actions

P 10 à 11 : Parlons BDS, agissons BDS -
P 11 à 12 : Boycotter, c'est d'abord expliquer !
P 12 : Du boycott culturel et de ses limites - Interdiction des produits des colonies : un petit pas en avant ?
P 13 : À Bourg-en-Bresse, la nuit de la Palestine
P 14 : Des nouvelles d'Oyonnax
P 15 : Forum des associations de Valserhône - Congrès de l'AFPS , 7-8 novembre à Montreuil - Dixit

Culture

P 16 : *Point de but devant moi* - De la survie du patrimoine palestinien mondial en temps de guerre (s) - Le peintre et sculpteur palestinien Sliman Mansour est mort

info-action Palestine
Association France-Palestine Solidarité
Imprimé par nos soins

Maison de la Culture et de la Citoyenneté
4, allée des Brotteaux
CS 70270 - 01006 - BOURG-EN-BRESSE
afps.01@laposte.net

Directeur de la publication : Claude Bardet
Comité de rédaction : Daniel Blatrix, Jacques Fontaine, Denis Page, Martine Pardo, Gilbert Veyron, DZ

Israël face au monde : la fin de l'exception

Abd-el-Kader Lagraa

Pendant des décennies, Israël a occupé une position internationale singulière. Puissance militaire et technologique de premier plan, solidement arrimé aux États-Unis et progressivement intégré aux économies occidentales, le pays pouvait affronter de sévères condamnations internationales sans que celles-ci remettent réellement en cause sa place dans le système occidental. La question palestinienne demeurait irrésolue, la colonisation progressait, mais le coût diplomatique restait contenu. **C'est peut-être cette époque qui s'achève aujourd'hui.**

Car depuis le 7 octobre 2023 et le génocide à Gaza, plusieurs mouvements longtemps séparés ont convergé : dégradation spectaculaire de l'image d'Israël dans les opinions publiques, durcissement d'alliés historiques, reconnaissance croissante de la Palestine et judiciarisation internationale du conflit. Aucun de ces phénomènes ne permettrait, isolément, à parler de rupture historique. Leur simultanéité change la donne.

Le basculement de l'opinion est probablement le phénomène le plus profond. L'enquête internationale du *Pew Research Center* publiée en juin 2026 révèle que des majorités ont désormais une opinion défavorable d'Israël dans la plupart des 36 pays étudiés. Le phénomène touche surtout des démocraties qui constituaient historiquement son environnement politique naturel : 78 % d'opinions défavorables en Espagne et en Suède, 76 % aux Pays-Bas, 75 % en Italie, 73 % en Allemagne, 69 % au Royaume-Uni, 68 % en France, 65 % au Canada. Plus remarquable encore : aux États-Unis eux-mêmes, 60 % des personnes interrogées ont désormais une opinion défavorable d'Israël, contre 53 % en 2025.

Il faut mesurer ce que signifie ce dernier chiffre. Le soutien américain à Israël reste puissant au niveau stratégique et institutionnel. Mais l'alliance entre deux États et l'adhésion d'une société ne sont pas la même chose. Lorsque l'image d'un allié se dégrade jusque dans la population de la puissance qui constitue son principal protecteur, le problème cesse d'être seulement conjoncturel. Il devient générationnel et politique.

Le deuxième basculement est juridique. En juillet 2024, la Cour internationale de Justice a estimé que la présence continue d'Israël dans le territoire palestinien occupé était illicite, demandé qu'elle prenne fin « dans les plus brefs délais » et affirmé l'obligation de cesser immédiatement toute nouvelle activité de colonisation. Quelques mois plus tard, la Cour pénale internationale émettait des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahou et Yoav Gallant. Il ne s'agit pas d'une condamnation pénale : les intéressés restent présumés innocents. Mais politiquement, voir le chef du gouvernement israélien visé par un mandat de la CPI constitue un changement d'échelle.

Le troisième basculement vient des gouvernements occidentaux eux-mêmes. L'Espagne, l'Irlande et la Norvège avaient reconnu la Palestine en 2024. En 2025, un seuil symbolique supplémentaire a été franchi avec notamment le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la France. En juin 2026, l'Australie, le Canada, la France, la Norvège et le Royaume-Uni ont coordonné de nouvelles mesures contre des acteurs liés aux violences de colons en Cisjordanie, affirmant être prêts à aller plus loin. Ce ne sont plus seulement des États traditionnellement critiques d'Israël qui agissent : ce sont plusieurs de ses partenaires occidentaux.

Au Moyen-Orient aussi, les équilibres évoluent. Le 7 août 2026, l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan ont signé l'Accord de défense commune de La Mecque, prévoyant qu'une attaque contre l'un des trois signataires soit considérée comme une attaque contre les trois. Cette alliance n'est officiellement dirigée contre aucun pays. Elle témoigne néanmoins d'une évolution géopolitique importante : trois puissances historiquement liées, à des degrés divers, aux États-Unis institutionnalisent désormais entre elles un mécanisme de défense collective. Sans signifier une rupture avec Washington, cette initiative traduit la recherche croissante d'une autonomie stratégique dans une région dont l'architecture de sécurité se recompose.

Il serait pourtant faux de conclure qu'Israël est devenu un « État paria » au sens diplomatique du terme. Le contrat de défense d'environ trois milliards d'euros

signé avec la Grèce en août 2026 en fournit une démonstration spectaculaire. Israël n'est donc ni abandonné ni coupé du monde.

Mais c'est justement là que se situe le véritable tournant : un pays peut conserver sa puissance tout en perdant progressivement le capital politique qui permettait à cette puissance de s'exercer à faible coût.

Depuis 1948, et plus encore après 1967, la sécurité d'Israël s'est construite sur plusieurs piliers : supériorité militaire régionale, alliance américaine, solidarité politique occidentale et, plus récemment, normalisation progressive avec une partie du monde arabe. Les accords d'Oslo avaient porté l'espoir d'un règlement politique ; les accords d'Abraham semblaient ensuite démontrer qu'Israël pouvait poursuivre son intégration régionale sans résolution préalable de la question palestinienne.

Gaza a brisé cette trajectoire

La question palestinienne, que beaucoup de chancelleries pensaient pouvoir contenir comme un conflit durable mais périphérique, est revenue au centre des relations internationales. Plus encore que chacune des évolutions précédentes prises séparément, c'est leur convergence qui constitue la rupture : opinion publique, droit international et diplomatie commencent à exercer simultanément une pression qui, jusqu'ici, demeurait fragmentée.

C'est souvent ainsi que commencent les véritables tournants de l'histoire. Un ordre ne disparaît pas le jour où une puissance perd ses armes ou ses alliés. Il commence à se défaire lorsque les règles implicites qui rendaient cet ordre possible cessent progressivement d'être acceptées.

Sans assimiler deux situations historiques profondément différentes, le mécanisme d'isolement progressif de l'Afrique du Sud de l'apartheid offre à cet égard un précédent instructif. L'isolement de ce pays ne s'est pas fait en une journée. Il a longtemps conservé sa puissance militaire, son économie, ses partenaires et des soutiens occidentaux. Mais l'accumulation des condamnations juridiques, des mobilisations internationales, du basculement des opinions et finalement des décisions gouvernementales a progressivement transformé le coût de son statu quo.

La fin d'un cycle

La fin d'un cycle n'est pas nécessairement la chute d'un État. C'est la disparition des conditions qui lui permettaient d'agir comme auparavant.

Israël conserve aujourd'hui la force. Ce qui devient incertain, c'est l'environnement diplomatique qui lui permettait jusqu'ici de l'exercer sans rupture majeure avec ses principaux partenaires. Et lorsque les opinions, les tribunaux et les gouvernements commencent à évoluer dans la même direction, ce n'est plus seulement une crise d'image.

Cela peut devenir un changement d'époque.

Les récentes déclarations de Mike Huckabee, signe des désaccords entre Israël et les États-Unis

Denis PAGE

Un village de Cisjordanie assiégé par les colons israéliens, des habitants palestiniens agressés, bloqués dans leur maison, ces événements n'ont malheureusement rien d'exceptionnel. Ce qui est par contre inhabituel, c'est que l'ambassadeur américain, pasteur évangélique fervent défenseur des colonies, condamne en termes très fermes et même menaçants les auteurs de ces actions - selon lui un petit groupe qui nuit à Israël. *Acte de terreur horrible*, *actions répugnantes, acte de terrorisme, sévères conséquences* pour leurs auteurs, ces termes sont en rupture avec le soutien inconditionnel auquel on est habitué. Le fait qu'il y ait des victimes palestino-américaines ne peut suffir à expliquer ce changement. On ne peut pas non plus penser que c'est une réaction individuelle de l'ambassadeur. Clairement, les États-Unis ne sont pas d'accord avec les projets d'Israël de prendre possession de la totalité de la Cisjordanie, ainsi bien sûr que de Jérusalem-Est et Gaza. Mike Huckabee a d'ailleurs explicitement contredit Ben Gvir sur l'existence d'un plan israélien d'expulsion des Gazaouis. Mais les Américains ont-ils le pouvoir d'influencer les décisions de Netanyahou ?

Qui prétend vouloir la paix commence par un génocide...

Daniel BLATRIX

Le plan de paix pro-israélien de Trump a été entériné par le Conseil de sécurité de l'ONU le 17 novembre 2025 (Cf IA n° 73, décembre 2025). Prévu en plusieurs phases, il avance beaucoup plus lentement que dans ses prévisions, la seconde phase est engagée, malgré le non respect de la première par Israël qui viole le cessez-le-feu du 10 octobre 2025 (tous les jours des Palestiniens sont assassinés), et refuse le retrait de ses forces d'occupation du territoire gazaoui.

En ce moment, 2 millions de Palestiniens sont confinés sur environ 30 % de la bande de Gaza, la famine et la sous-nutrition y règnent, et des enfants meurent de faim devant leurs parents. Les Israéliens ont aussi interdit aux enfants de Gaza de lancer leurs cerfs-volant, leur seule distraction, prétextant que ce sont des armes. Voir- le témoignage de Rami, p. 9.

Les rapports de force des dominants, et l'opinion palestinienne

Les premiers nous les connaissons, ils sont la colonisation, les bombardements, le génocide par tous les moyens. Le Hamas a annoncé le 6 juillet vouloir dissoudre l'instance gouvernementale de Gaza pour casser le *statu quo*, espérant avancer dans l'application du plan Trump, qu'il a par la suite annoncé accepter, permettant de lancer la deuxième phase, qui prévoit notamment son désarmement.

Un sondage du Centre palestinien de recherche politique et d'enquêtes révèle un paysage politique palestinien marqué par un rejet persistant des dirigeants actuels, un recul de la popularité du Hamas et une incertitude croissante quant à l'avenir et la solution à deux États. Avec l'acceptation par le Hamas de la proposition issue du plan Trump, 40 % des personnes s'attendent à ce que la situation actuelle (poursuite des tueries...) perdure.

Le plan prévoit un retrait de l'armée israélienne en parallèle au désarmement du Hamas. *Nous (Hamas) pouvons entreposer ces armes sous la supervision d'une instance palestinienne, arabe ou autre. Les armes pourront ainsi être mises en dépôt*. Ces propositions ont été refusées par Israël.

La « balle » est dans le camp d' Israël et de Trump !

Pourtant, le régime israélien – qui a rejeté la feuille de route en 15 points du Conseil pour la paix, par la voix de Netanyahou, et de l'envoyé spécial de Trump, son gendre - met cette attitude sur la proximité des élections qui rendraient les dirigeants *quelque peu irrationnels* (!). Le Hamas renvoie la balle dans le camp de l'adversaire : *Nous appliquons les accords, c'est donc à vous de faire votre part du travail* et *Nous appelons la communauté internationale à faire pression sur les forces d'occupation afin de permettre à la commission nationale d'entrer à Gaza .*

Pourtant le plan garde les principes du génocide

Ces derniers jours quelques ministres, après avoir demandé que 40 Palestiniens soient tués par nuit, ont réaffirmés l'objectif d'expulsion des Palestiniens.

Le Conseil de paix administre les objectifs coloniaux israéliens que sont le déplacement, l'enfermement, la fragmentation territoriale. Les États masquent leur complicité dans le génocide israélien en gérant ses conséquences. Le soi-disant cessez-le-feu d'octobre 2025 n'a pas mis fin à la destruction à Gaza : la reconstruction n'a pas commencé, la quasi-totalité de la population reste déplacée, et les conditions nécessaires à la survie collective continuent d'être systématiquement délitigimées voire détruites.

Le plan vise à réorganiser la vie politique palestinienne tout en subordonnant la survie et l'aide humanitaire au démantèlement de la résistance palestinienne, plutôt qu'à la disparition des à l'origine du génocide.

Et la paix ne se mesure pas à l'aune des conférences de presse. La guerre, elle, n'a pas pris fin, Gaza n'a jamais reçu ce message. Elle a tout simplement cessé de faire la une des journaux.

Élections en Cisjordanie, sur fond de colonisation débridée et assumée

DZ

Le 25 avril 2026, près d'un million de Palestiniens ont voté lors d'élections municipales en Cisjordanie.

Les élections municipales sont les seules encore organisées dans les territoires palestiniens, en l'absence de scrutin national depuis plus de 20 ans. Elles constituent pour les Palestiniens et Palestiniennes le seul moyen d'exprimer leur voix, dans un contexte marqué par l'occupation, la colonisation illégale et l'absence d'issue politique au conflit.

Un choix politique très restreint

Les citoyens cisjordaniens ont dû choisir parmi des candidats sans étiquette ou issus de partis proches du Fatah, le parti au pouvoir dirigé par Mahmoud Abbas. Aucun représentant du Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, n'a pas participé au scrutin.

Sans grande surprise, les listes du Fatah (*Fermeté & Générosité*) sont arrivées largement en tête dans les plus grandes villes, notamment à Hébron (la plus grande ville de Cisjordanie), Tulkarem et Salfit.

Au nord de la Cisjordanie, plusieurs bureaux de vote n'ont même pas ouvert en raison de la présence d'une liste unique du Fatah, rendant le scrutin inutile, comme à Ramallah ou Naplouse.

Cependant, le parti de Mahmoud Abbas a rencontré moins de succès à Jénine, où il n'a remporté que 6 sièges sur 15. De nombreux habitants, en particulier des jeunes, ont célébré ce revers du Fatah dans les rues de la ville.

Mobilisation et taux de participation

Ces élections, les premières depuis le lancement de l'offensive à Gaza, n'ont pas mobilisé tous les citoyens. Ce désintérêt s'explique par un contexte d'impasse politique, de détérioration constante des conditions de vie et d'une offre politique extrêmement limitée.

À l'échelle de la Cisjordanie, le taux de participation global a atteint 53,4 %, avec des scrutins organisés dans 183 municipalités.

À Deir Al-Balah (seule commune de la bande de Gaza où le scrutin a pu être organisé), la participation a été nettement plus faible, avec seulement 22,7 % des 70 000 inscrits ayant fait le déplacement.

Un enjeu politique quasi nul

Au-delà des résultats, ces élections ne portaient aucun véritable enjeu politique national. Le rôle des élus municipaux reste très limité et ces derniers ne disposent d'aucun pouvoir législatif.

Les conseils municipaux et villageois palestiniens ont pour seule responsabilité la gestion des services essentiels du quotidien, tels que l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'entretien des infrastructures locales.



Les agents électoraux palestiniens comptent les bulletins à d'Al-Bireh, en Cisjordanie, le 25 avril 2026. ZAIN JAAFAR/AFP

Les prochaines élections palestiniennes

Jacques Fontaine

Plus de 20 ans après les dernières élections, le corps électoral palestinien va être appelé deux fois aux urnes :

- le 28 novembre prochain pour le renouvellement du Parlement, le Conseil législatif palestinien, qui avait été élu le 29 mars 2006,
- au début de l'année 2027 pour une présidentielle (Mahmoud Abbas avait été élu le 15 janvier 2005, après le décès - suspect- de Yasser Arafat ; son mandat était de… 4 ans).

Des élections, législatives et présidentielles, avaient été prévues au printemps et à l'été 2021 (cf Info-Action n° 56, mars 2021). Mais elles avaient été annulées par M. Abbas, en raison du refus d'Israël de permettre aux citoyens palestiniens de Jérusalem-Est de voter (Cf Info-Action n°57, juin 2021). Organiser des élections dans un pays sous domination étrangère est toujours problématique, mais les élections municipales qui se sont tenues en Cisjordanie le 25 avril (Cf supra) montrent que cela est possible (même si ce ne fut pas parfait). En revanche, la situation de la bande de Gaza est infiniment plus problématique, et nous ne pouvons pas exclure un nouveau report, malgré les pressions internationales sur l'Autorité palestinienne pour qu'elle se dote d'un nouveau parlement et d'un nouvel exécutif.

Le massacre des innocents[1]

Jacques Fontaine

21 000. C'est le nombre d'enfants gazaouis assassinés par les soldats de l'armée génocidaire israélienne. Sans compter les milliers d'enfants morts sans sépulture dans le bombardement de leur maison, illusoire abri. Sans compter les 235 enfants de Cisjordanie assassinés par les colons fascistes ou des soldats complices. Et chaque fois, dans leurs rapports, la même effarante litote : *des impacts ont été constatés[2]. Mais au-delà de ces assassinats ciblés, les soldats meurtriers empêchent l'arrivée des secours, comme le démontre le cas de Hind Rajab, emblématique de ce qui est arrivé à des milliers d'enfants palestiniens[3].*

L'exécution massive des enfants palestiniens participe à la stratégie génocidaire du pouvoir israélien. Dans le cadre de cette stratégie perpétrée aujourd'hui à Gaza, *cette violence brutale vise à infliger une mort reproductive, c'est-à-dire à détruire la capacité d'une population à se reproduire, tant aujourd'hui que demain*[4]. Rappelons que l'élimination des enfants (quelle qu'en soit la forme) est considérée comme un élément constitutif d'un génocide selon la définition internationale de 1948.

Le meurtre de masse des enfants de Palestine n'est pas indépendant de la politique israélienne de déshumanisation des Palestiniens, ces *animaux humains*, semblables aux sous-hommes de l'enfer nazi. Cette déshumanisation touche aussi les enfants dès leur plus jeune âge : dans une communauté racisée, ils sont traités aussi violemment que les adultes, ce qui *rend possible le meurtre des enfants et rend stratégique le massacre des fils et des filles de Palestine[5].*

Le combat pour défendre la vie et le droit des enfants doit se développer sans aucune instrumentalisation et doit systématiquement s'accompagner du drapeau palestinien*, étendard endeuillé du plus grand massacre d'enfants commis au XXIe siècle[6].*

1 - Le titre n'est évidemment pas dû à un hasard : Matthieu (2:16-18).
2 - Fanny Montbeig, enseignante chercheuse en littérature comparée, militante.
3 - cf le film *La Voix de Hind Rajab.*
4 - Rachida El Azzouzi, https://www.mediapart.fr/journal/international/220726/palestine-le-droit-la-vie-contre-la-guerre-reproductive
5 et 6 F. Montbeig, cf note 2.

Quand les colons multiplient les actes de violence sous le regard bienveillant de l'armée israélienne

DZ

Alors même qu'un semblant de cessez-le-feu s'est installé et que les regards de la communauté internationale se détournent, les actes de violence n'ont jamais cessé. En Cisjordanie, ils se multiplient sous l'impulsion des colons les plus extrémistes, encouragés par la passivité des soldats israéliens.

Plus de 1 100 Palestiniens ont été tués par l'armée ou par des colons depuis le 7 octobre 2023. Les agissements visant à terroriser et à chasser les habitants de leurs terres se sont intensifiés ces derniers temps, à tel point qu'il devient de plus en plus difficile de tous les répertorier.

Selon l'Autorité palestinienne : *le cabinet a mis en garde contre l'escalade des attaques de colons à travers les gouvernorats, menées avec la protection et la participation des forces israéliennes, avec plus de 470 attaques enregistrées pour la seule semaine écoulée.*

Les colons extrémistes ne manquent pas d'imagination pour faire fuir les civils : destruction d'oliviers, violences physiques graves ou mortelles, incendies nocturnes d'habitations, vols de bétail, dégradations de puits et de conduites d'eau… Des journalistes ont également été pris pour cibles.

Ces violences visent aussi bien des Palestiniens que des militants pacifistes israéliens, comme ceux de l'organisation *Standing Together*. Les extrémistes ne craignent aucune représailles, l'armée n'intervenant pas.

Pire encore, le gouvernement de Benyamin Nétanyahou a promis une accélération de la colonisation. Après un affrontement violent en Cisjordanie au mois de juillet, qui a causé la mort de quatre Palestiniens et deux Israéliens, le premier ministre et son ministre de la Défense, Israël Katz, ont annoncé une série de mesures comprenant *l'accélération de la légalisation des avant-postes agricoles*.

Benyamin Nétanyahou, en campagne pour les élections législatives prévues le 27 octobre, s'est engagé à accélérer l'implantation de colonies en Cisjordanie malgré la pression internationale croissante, tout en prédisant une importante vague d'immigration israélienne vers le territoire palestinien occupé.

Soutenus par le pouvoir, les colons poursuivent leurs agissements en toute impunité.

Le docteur Abu Safiya en danger de mort imminent

Denis PAGE

Le docteur Abu Safiya est né en 1973 dans la bande de Gaza à Jabaliya, où ses parents s'étaient installés après avoir dû fuir leur ville de Cisjordanie, Hamama, attaquée par l'armée israélienne. Il fait des études de médecine au Kazakhstan, se spécialise en pédiatrie puis exerce à l'hôpital Kamal Adwan au nord de la bande de Gaza.
En décembre 2023, l'hôpital est assiégé, bombardé, investi par les bulldozers qui écrasent les abris de fortunes. L'armée israélienne, qui veut traquer les combattants du Hamas, montre une vidéo où le directeur dit être membre du Hamas, exhibe des jeunes gazaouis arme au point ; Abu Safiya affirme que ce sont les soldats israéliens qui ont donné ces armes à ces jeunes avant de les filmer. Le directeur est arrêté, Abu Safiya prend sa place.

Dans Gaza écrasée sous les bombes, c'est quasiment sans matériel et médicaments qu'il soigne les enfants. *En mai [2024] j'ai examiné une fillette de 7 ans. Sa mère m'a dit que son enfant n'avait rien mangé ou bu depuis cinq jours. Je n'ai pas pu la sauver.*

En octobre 2024, lorsque Israël lance une campagne de destruction systématique du nord de la bande de Gaza et d'expulsion de sa population, Abu Safiya dément la présence de combattants du Hamas et refuse d'évacuer l'hôpital. Cette détermination inébranlable à protéger ses patients fait de lui un symbole de la Résistance palestinienne. Mais le 27 décembre 2024, après deux mois de siège, l'armée israélienne investit l'hôpital et il est arrêté.

Alors commence la descente en enfer pour le docteur, qui - sans inculpation - passe par les prisons les plus tristement célèbres, Sde Teiman (cf Info action n°68, septembre 2024), Ofer, Ktzi'ot, Ganot, Nizan. Selon l'ONG israélienne PHRI[1], il a raconté à son avocat que dans sa cellule à l'isolement de la prison de Ganot, des gardiens l'ont agressé à coups de marteaux - c'était en juin 2026, peu après son audience devant la Cour Suprême. En juillet 2026 au centre de détention souterrain de Rakefet, dans la prison de Nizan, son avocat l'a trouvé menotté et enchaîné, portant des blessures récentes et graves à la tête, extrêmement affaibli, en détresse psychologique. Des témoignages d'anciens détenus témoignent de ses cris sous les coups, le décrivent *hébété, murmurant des prières incompréhensibles*. Si les tortures dans les prisons israéliennes sont bien documentées, les violences inouïes que subit le docteur Abu Safiya ne peuvent avoir qu'un but : l'anéantir. De même que Navalny en Russie, le héro charismatique doit disparaître. Il en est bien conscient : *ils m'ont amené ici pour me tuer*.



Les responsables de ces actes inqualifiables ne font aucun cas de la campagne internationale pour sa libération, avec notamment le 15 juillet 2026 une manifestation dans plusieurs villes du monde, et en mai 2026 l'appel de 44 organisations européennes et 150 médecins, universitaires et professionnels de santé, adressé aux dirigeants de l'UE et des pays européens. Pourquoi les fanatiques qui sont au pouvoir en Israël renonceraient-ils à leur marche hyperviolente vers l'annexion totale et l'expulsion des Palestiniens, puisque la plupart de ces dirigeants limitent leurs réactions à des appels lénifiants à la libération du docteur Abu Safya, sans jamais prendre de sanction concrète, comme pourrait l'être la dénonciation de l'accord d'association économique entre l'UE et Israël.

Le 9 juillet 2026, le porte-parole de la diplomatie française demande la libération du docteur *pour des raisons humanitaires* - il n'a vu aucune raison en rapport avec le droit, avec l'interdiction de la torture ! Et *il condamne les impacts du conflit sur les hôpitaux et sur le secteur médical et le personnel humanitaire. De quels impacts parle-t-il ? Concernant les hôpitaux, pense-t-il à l'impact des bombardements ? Concernant le personnel, veut-il parler de l'impact causé par une balle tirée dans la tête par un sniper ? ou par l'écroulement de l'immeuble qui l'abrite ? Quant au secteur médical, certes avec la quasi-totalité des hôpitaux détruits, les médecins et soignants ciblés (cf encadré), le blocus sur les médicaments, il est impacté ! Le pays des Droits de l'Homme ne peut qu'avoir honte de sa diplomatie. Notre devoir est de maintenir notre mobilisation et d'interpeler les élus afin qu'enfin la France prenne des mesures concrètes contre Israël.*

Le ciblage des soignants et l'anéantissement du système de santé de Gaza

Denis PAGE

23 mai 2026. Alaa Al-Najjar est pédiatre et mariée à un médecin, elle exerce à l'hôpital Nasser de Khan Younès, au sud de la bande de Gaza. Le couple a 10 enfants, l'aînée a 12 ans, le plus jeune 7 mois. Dans l'après-midi, Alaa est en service à l'hôpital lorsque leur maison est bombardée. Le père et l'un des enfants sont grièvement blessés. Les neufs autres enfants sont tués, les corps sont dans un état tel que leur oncle accouru a du mal à les identifier. L'armée israélienne affirme avoir bombardé des suspects.

23 mars 2025 (cf Info action n°71, juin 2025). Un convoi de soignants roule du côté de Rafah. Il est pris pour cible par l'armée. On retrouvera les corps de quinze soignants dans une fosse commune. L'armée affirme avoir tiré sur des terroristes, puis le général Har-Even éplore *une erreur*.

Le docteur Salem, de Palmed[2], a témoigné des conditions terribles d'exercice des soignants ; 1700 d'entre eux ont été tués. Selon PHRI[1], la plupart des médecins des hôpitaux de Gaza ont été arrêtés depuis le 7 octobre 2023. En mai 2026 une centaine de personnels de santé étaient détenus. Ils sont particulièrement maltraités du fait de leur profession, cinq sont dispa rus, cinq sont morts en prison dont trois médecins.

Une enquête menée par les journalistes indépendants de The New Humanitarian[3] démontre que 80 % des hôpitaux de Gaza ont été gravement impactés par des bombes de 2000 livres ! Selon la convention de Genève ils devraient bénéficier d'une protection spéciale. Détruire les infrastructures de santé, se débarrasser des soignants, c'est faire souffrir et faire mourir les Gazaouis, c'est porter atteinte à leur moral et les déshumaniser. C'est le but de la destruction programmée du système de santé à Gaza qu'a exécutée Israël.

1 *Physicians for Human Rights Israël* est une ONG israélienne qui défend les droits humains, une éthique médicale et la justice sociale. Ses militants sont pour beaucoup des médecins ou professionnels de la santé, juifs et arabes.
2 *Palmed* est une association européenne de médecins dédiée à l'aide médicale pour les populations palestiniennes.
3 *The New Humanitarian* est une agence de presse indépendante spécialisée dans les conflits et crises humanitaires.

Al-Araqib détruit pour le 249e fois

Martine PARDO

Le 25 juillet 2026 avait lieu la 16e édition du Festival « Challenge et Sumud » à Al-Araqib, dans le Naqab (Negev en hébreu), où vit une communauté bédouine. Al-Araqib est le symbole de la lutte des Bédouins pour la reconnaissance de leur droit à rester sur leurs terres. (cf Info action, numéro spécial voyage en territoires occupés, novembre 2009 p. 4).
Le 15 juillet, les forces d'occupation israéliennes ont démoli le village pour la 249e fois. Al-Araqib et nombre d'autres villages du Naqab subissent les expulsions et les démolitions qui se poursuivent, s'amplifient... comme la résistance.
Les habitants continuent de reconstruire leurs habitations après chaque agression des FOI. Envers et contre tout ils démontrent « que rester c'est résister ».
Les Bédouins n'ont pas quitté leurs terres lors de la Nakba en 1948, certains (notamment ceux de Al-Araqib) y étaient installés avant 1918, mais l'État colonial israélien ne veut pas leur attribuer de titre de propriété. Ils ont donc, de fait, la nationalité israélienne sans avoir les droits qui y sont attachés. Leurs villages ne figurent pas sur les cartes d'Israël...



Un bédouin et son troupeau de moutons près d'Al-Araqib (photo AFPS 01)

Ils nous exterminent à petit feu

Daniel BLATRIX

Rami Abou Jamous écrit son journal pour *Orient XXI*. (journal en ligne). Après une période d'interruption, le 25 juillet, il publie un nouveau texte. Extraits :

Salut les amis. Toujours vivant.

Chers lecteurs, chères lectrices, cela fait longtemps que je n'ai pas donné de nouvelles. Peut-être que ce génocide qui ne cesse pas depuis trois ans, ces catastrophes et massacres quotidiens, ce stress permanent pesaient trop lourd.

Il y a beaucoup de choses à raconter et, en même temps, la communauté internationale n'a rien à dire. Rien de ce qu'il se passe à Gaza n'a d'écho dans le silence du monde.

Pendant le mois écoulé, nous sommes passés par de grands moments de tristesse. Sabah a perdu sa tante, pas à cause d'un bombardement, mais à cause des rats. Oui, à cause des rats. À Gaza, vous le savez, plus de 1,5 million de personnes vivent toujours sous des tentes dans des camps de fortune. Ces gens sont entassés les uns à côté des autres, concentrés dans 30 % de la surface de Gaza, c'est-à-dire à peu près 120 kilomètres carrés. Récemment, et surtout avec la chaleur, la majorité de ces tentes ont été attaquées par les rats, par les souris, par les reptiles, par les rongeurs.

Tout cela dans le silence du monde entier. Bien sûr, je ne parle pas des populations. Je sais qu'il y a une forte mobilisation…

Je parle du silence des dirigeants et des décideurs de la communauté internationale. Nous sommes étranglés par l'occupation, massacrés par les Israéliens, dans une impunité totale, à Gaza comme en Cisjordanie où les colons armés attaquent sans cesse les villages. L'objectif, c'est la déportation des Palestiniens. Le plan est désormais sur la table. En Cisjordanie, il est mis en œuvre par les colons, protégés par l'armée d'occupation.

Comment relier ces deux réalités, celle de la propagande israélienne et celle du terrain ? La réalité, la voici : à Gaza, la situation est de pire en pire. Le responsable des situations d'urgence du Programme alimentaire mondial (PAM) vient d'annoncer qu'une nouvelle famine risquait de s'installer à Gaza en décembre prochain.

Le soutien de la diaspora tend pareillement à diminuer. Et surtout, les Palestiniens de l'étranger peuvent être trompés par les images renvoyées par des médias occidentaux et israéliens qui prétendent que c'est la belle vie à Gaza. On nous parle d'un « cessez-le-feu » qui n'existe pas. On nous montre des épiceries où l'on trouve du chocolat, du Nutella et du ketchup. Ils ne montrent pas les 1,5 million de personnes qui vivent sous des tentes dans des conditions de vie atroces.

Les malades sont en train de mourir silencieusement, mais dans de grandes souffrances. Les Israéliens nous tuent aussi par le manque d'hygiène. Les rats attaquent des bébés. Selon Bassem Zaqout, directeur de l'organisation Palestinian Medical Relief Society (l'Association de secours médical palestinien, PMRS), il y a eu 3 958 fausses couches chez des femmes enceintes au cours du premier semestre 2026, à cause des déplacements sur des routes dégradées et à bord de moyens de transport non sécurisés, de l'état de peur permanent provoqué par les bombardements, ainsi qu'aux conditions de vie extrêmement difficiles : dormir à même le sol, absence d'eau chaude et de produits d'hygiène, et conditions sanitaires insalubres dans les camps de déplacés.

La stratégie israélienne a évolué. Elle utilise maintenant l'effet grenouille. Au lieu de nous tuer directement et en masse, ils nous exterminent à petit feu, comme une grenouille plongée dans une eau qui se réchauffe graduellement. Elle ne le sent pas, et, quand l'eau bout, il est trop tard. J'écris ces mots avec une grande tristesse. D'habitude, c'est mon cerveau qui parle, mais là, c'est mon cœur. Je sens que la communauté internationale sait très bien qu'à la fin, la grenouille va mourir.

Parlons BDS, agissons BDS

Daniel BLATRIX

Durant l'été, certaines actions BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions), notamment de BDS culturel, ont été, pour des médias et des politiques, l'occasion de travailler aux divisions de ceux qui luttent pour la cause du peuple palestinien.

Tout d'abord rappelons au le BDS est un mouvement non-violent créé en juillet 2005 par 170 organisations de la société civile palestinienne réunies dans un Comité national de Boycott (BNC), et qui depuis s'est développé partout dans le monde. C'est un mouvement qui tire aussi sa richesse de sa diversité, les organisations y participent en tenant compte des conditions spécifiques de leurs pays. L'AFPS est signataire de cette campagne internationale tant qu'Israël ne respecte pas le droit international. Nous la menons en France, avec nos partenaires, en affichant clairement les principes et les choix qui sont les nôtres.

Nos principes

Agissant pour le respect du droit international et des droits de l'Homme, l'AFPS souscrit à l'ensemble des objectifs de la campagne internationale BDS : la fin de l'occupation par Israël des territoires qu'il a conquis par la force en 1967, l'égalité entre tous les citoyens de l'État d'Israël, l'exercice du droit au retour des réfugiés palestiniens conformément à la résolution 194 de l'ONU.

Nous ne remettons pas en cause, ni explicitement, ni implicitement, l'existence de l'État d'Israël.

Nous remettons en cause la politique israélienne de colonisation, d'occupation, d'apartheid et de violation continue des droits du peuple palestinien : le droit international, les droits de l'Homme, les droits nationaux, le droit pour chaque individu à être reconnu et à vivre librement.

Nous cherchons à rassembler l'opinion publique française et peser sur les décisions de notre gouvernement : nous avons donc l'exigence d'être toujours clairs, lisibles, et travailler chaque fois que c'est possible au sein de larges coalitions.

Nous tenons au principe du ciblage de nos campagnes, de leur argumentation, de la maîtrise de leur style et à obtenir des résultats.

Nos cibles et nos actions

Nous sommes engagés dans les trois dimensions de la campagne internationale BDS.

En France outre une organisation spécifique, BDS France, chaque organisation met en œuvre les actions BDS en se référant au BNC palestinien et en fonction de ce qu'elles sont.

Sur le fond des actions, celles-ci doivent servir la cause du peuple palestinien et non à alimenter des diversions, des accusations, des divisions.

À l'aube de notre prochain congrès national, penchons-nous sur ce que notre dernier congrès disait de cette question.



Distribution de tracts BDS devant Carrefour à Bourg Photo AFPS 01

Extrait du Rapport d'orientation adopté au Congrès 2023 de l'AFPS :

3.1.1.2 - Nous sommes pleinement engagés dans la campagne BDS en France qui est un de nos principaux moyens d'action. Elle se décline en campagnes spécifiques pour mobiliser concrètement sur des objectifs précis et obtenir des résultats.

5 - La dénonciation des campagnes d'Israël pour promouvoir et blanchir son image à travers le tourisme, la culture, le sport, la recherche.

3.1.1.6 - Le lien est évident entre notre campagne d'explication sur l'apartheid israélien et nos campagnes BDS qui visent à le sanctionner.

Ainsi nous devons nous interroger sur notre capacité, à l'AFPS 01, et aussi avec d'autres, à engager le mouvement BDS.

Mais nous n'avons pas restés inactif. Cependant nous constatons que c'est particulièrement sur l'aspect du boycott sportif et culturel que nous avons agi : rencontre de basket en Euroligue Bourg-en-Bresse Jérusalem, les étapes du Tour de France pour dénoncer la présence d'Israël Premier Tech, action à Bellegarde dénonçant la venue du chanteur Amir pour un concert organisé par Radio Scoop, prestataire de l'ancienne municipalité de Valserhône.

Par ailleurs, sur le point stratégique de la commercialisation des produits en provenance des colonies, nous avons distribué des tracts pour informer les clients de Carrefour, et interpellé par courriers les candidats lors des municipales. Stratégique ? Il donne de la cohérence aux 3 lettres BDS.

Certes nous avons aussi contribué, en appelant à signer la pétition ICE, à ce que celle-ci prenne de l'élan en France et en Europe pour exiger la suspension des accords Union Européenne-Israël. N'oublions pas non plus la pétition contre la présence d'Israël à l'Eurovision.

BDS dans l'Ain devrait devenir un rendez-vous complémentaire aux diverses autres actions, le BDS sur les produits, les marques et les enseignes complices sont assez faciles à appréhender.

S'agissant du boycott sportif, culturel et universitaire le cas par cas est important, tant on ne peut généraliser les sportifs, les artistes, et nécessite d'appréhender ce qu'ils sont, ce qu'ils représentent, ce qu'ils ont exprimé par rapport au conflit et surtout au génocide en cours, et la politique d'Israël.
Nous voulons tenir le plus grand compte de la spécificité du domaine culturel (cf texte *Boycotter, c'est d'abord expliquer* voir ci-dessous), qui ne peut pas entrer dans des critères préétablis. Fort de nos principes, nous préférons parfois informer les spectateurs de la situation en Palestine, et engager un dialogue avec les artistes.
Nous avons donc à mettre en œuvre des actions BDS très visibles, argumenter et qui contribue aux prises de consciences individuelles et collectives, et aux actes individuels de boycott de certains commerces ou produits.

Un rapport de force qui se construit sur le long terme,

Pour exemple, le boycott de l'Afrique du Sud contre l'apartheid ne s'est pas fait et gagné en un jour, mais par un travail de fond régulier.

Ainsi, l'organisation, la communication sont plus essentielles que l'agitation. Pour l'AFPS ceux qui portent l'action doivent en amont avoir élaboré l'ensemble de la démarche et anticiper son aval, c'est un enjeu du rapport de force pour les droits du peuple palestinien.
L'impact sur Israël depuis début 2026 est la preuve tangible que BDS fonctionne. La récente vague - la liste est longue - de sanctions, de désinvestissements et d'effets du boycott démontre ce qui se passe lorsque des personnes de conscience refusent d'être complices d'un génocide. De l'Espagne à la Belgique, en passant par l'Indonésie et la Californie, des amphithéâtres universitaires aux institutions culturelles, des syndicats aux conseils municipaux et au-delà — nous pouvons constater les résultats concrets de la pression internationale du BDS sur Israël, qui permettront à terme, au peuple palestiniens d'exercer ses justes droits, à commencer par son droit à l'autodétermination.

Boycotter, c'est d'abord expliquer !

François RIPPE, vice-président AFPS et Bernard DEVIN, responsable du GT culture

L'annulation du concert de Barbara Butch à Amiens, comme l'interruption de celui de Grenoble en juillet, pose un série de questions dont notre prochain congrès devra se saisir. Il s'agit de revenir sur les principes du boycott et sur ses objectifs.

Le boycott ne prend pas pour cible des personnes en tant que telles mais des événements commandités ou financés par l'État d'Israël à des fins de propagande. Fondamentalement, le boycott est un appel au refus d'acheter un produit ou de participer à un événement. Il s'appuie sur des arguments. Il vise à sensibiliser les personnes concernées par un travail d'information. Il s'agit de les convaincre de la nécessité d'un acte volontaire fondé sur une prise de conscience. Le succès d'un boycott se mesure à son impact, c'est-à-dire en appréciant la façon dont il a été reçu, voire relayé, ainsi que sur ses résultats concrets.

De ce point de vue, le boycott est un outil dont nous devons nous emparer afin d'informer et mobiliser la population pour les droits des Palestiniens. Il s'agit de faire connaître l'injustice et l'oppression qu'ils subissent. Il s'agit de fournier des clés de compréhension politique et historique de la situation. Dit autrement, plus l'argumentaire sera solide et plus nous augmenterons notre impact. Qui plus est, chaque fois que possible, nous devrons construire des alliances afin d'augmenter l'audience de nos actions.

Il n'est pas étonnant que l'annulation d'un concert pour des raisons politiques fasse réagir au sein de

notre association, dans le monde artistique et culturel et que les médias s'en emparent. Surtout que pour un certain nombre d'entre eux, c'est l'occasion d'amalgames et d'insinuations malhonnêtes à l'égard du mouvement de solidarité avec la Palestine. On peut bien sûr être fier d'avoir poussé un organisateur de concert à déprogrammer un artiste, mais si le résultat est le déclenchement d'une volée de condamnations au nom d'une pseudo liberté d'expression bafouée et l'assimilation de notre action à de l'intolérance, alors nous nous serons tiré une balle dans le pied.

Pour être efficaces, nos actions doivent impérativement veiller à ne pas apparaître comme de la censure au risque d'être dénoncées par ceux-là mêmes à qui elles s'adressent. Elles doivent donc reposer sur de solides explications en direction du public. L'objectif est avant tout de convaincre, en ne perdant jamais de vue que ce qu'il faut obtenir ce sont des sanctions contre Israël, la suspension de tous les accords commerciaux, de coopération technologique, sécuritaire et militaire et l'arrêt de toute vente et de tout achat d'armes jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.

Notre objectif est aussi de rassembler le plus largement possible le camp de celles et ceux qui on l'habitude de se retrouver côte à côte dans les mobilisation de solidarité et non de lancer des actions minoritaires, au risque de rendre notre combat inaudible en l'enfermant dans un entre-soi qui peut se vévéler contre productif.

Du boycott culturel et de ses limites

Jacques FONTAINE

Les deux articles précédents donnent une vue assez précise de la problématique particulière du boycott culturel qui doit être manié avec beaucoup de précautions, ce qui n'est pas toujours le cas. Il n'est pas question de s'en prendre aux artistes eux/elles-mêmes, on peut dénoncer leurs propos, appeler au boycott de leurs spectacles, mais les agresser, les empêcher de faire leur métier, comme on l'a vu à Grenoble, est une erreur politique. À double titre :

- d'une part, la très grande majorité des organisations de soutien au peuple palestinien se réfère au BNC palestinien qui n'est pas d'accord avec ce genre de méthode, et cela entraîne une division du mouvement de soutien,
- d'autre part, cela donne des arguments à nos adversaires sionistes ou soutenant le sionisme, l'affaire de Grenoble a provoqué une déferlante de critiques de certaines médias et de politiques qui a nuit à la cause palestinienne.

Quels qu'en soient les motifs, ce type d'intervention est inacceptable et doit être dénoncé

Interdiction des produits des colonies : un petit pas en avant ?

Claude BARDET

La France va mettre fin au commerce avec les colonies israéliennes situées dans les territoires palestiniens occupés, avec onze autres pays, écrit le ministre des affaires étrangères français sur X. *Cette décision est conforme au droit international*, a fait valoir le Quai d'Orsay, assurant qu'elle *ne constitue en rien une mesure de boycott d'Israël.* Aucune modalité ni échéance ne sont précisées. L'Espagne et l'Irlande ont, dès le mois de juin, déjà pris des mesures concrètes. Souhaitons qu'il ne s'agisse pas seulement d'un effet d'annonce visant à mettre en cause à d'autres démarches comme la proposition de loi actuellement en préparation. Que va faire le gouvernement vis-à-vis des banques françaises qui sont les premières à financer la colonisation ? Le Royaume Uni, lui, annonce qu'il va aussi sanctionner *des entreprises et des individus actifs dans des secteurs tels que la construction, les infrastructures, le financement ou l'immobilier pour l'expansion des colonies.*

À Bourg-en-Bresse
La nuit de la Palestine

Claude BARDET

Que se passe-t-il ce vendredi 19 juin en fin d'après-midi sur la place de l'Hôtel de Ville de Bourg-en-Bresse ? Les drapeaux aux couleurs de la Palestine colorent la place. Nous ne sommes pourtant pas le premier vendredi du mois, moment où l'AFPS de l'Ain organise un rassemblement pour la Palestine depuis novembre 2005.

Le collectif Palestine 01 a prévu la deuxième édition de la nuit de la Palestine. Objectif atteint : comme le dit le titre de l'article du Progrès nous *avons occupé la place toute la nuit,* du vendredi à 17h30 au samedi à 7 heures.

La température déjà élevée explique certainement que la fréquentation était faible avant 20 heures. Mais dans la soirée les passants à la recherche de la fraîcheur étaient plus nombreux.
Beaucoup ont découvert l'histoire de la Palestine sur une expo ; qui a résisté au vent violent qui a essayé de la décrocher. Exposition de photos « entre ciel et terre » du photo reporter Ismaïl Abou Hatab, tué à Gaza l'été dernier, projections de vidéos, de documentaires, diffusion de témoignages recueillis sur place, bandes dessinées, complétaient ces informations. Beaucoup de discussions en petits groupes.

Merci aux artistes qui se sont succédés pour chanter, lire des textes et dire de la poésie. Autres formes d'expression collective.
Au milieu de la nuit, une famille venant de fermer son restaurant, des jeunes sortant de boite de nuit, des insomniaques étaient surpris de voir une vingtaine de personnes. « *Pourquoi faites-vous ça* ? » demandait une jeune. C'était notre but : faire poser des questions, interpeller sur la situation en Palestine.



18 h...

La Nuit de la Palestine est en priorité destinée au public. Mais ce temps est apprécié par les militant.es, les habitué.es des manifestations et rassemblements pendant lesquels nous prenons peu le temps d'échanger, de partager nos expériences et nos questions, de *prendre du temps ensemble* .
La nuit s'est terminée avec le renfort de quelques militant.es venu.es pour le rangement qui n'avaient pas oublié d'apporter le café.


5 h du mat...

Mobilisation suite...

Le collectif Palestine 01 a décidé de poursuivre la mobilisation à Bourg « TANT QU'IL LE FAUDRA » !

Toujours le même rythme :
- le premier vendredi du mois, à 17h30, place de l'Hôtel de Ville

- autres week-ends, samedi à 10h30, rue du 19 mars 1962 à 10h30.

Des nouvelles d'Oyonnax

Tanan Qabas

À Nantua et Oyonnax, la mobilisation pour la Palestine s'est poursuivie tout au long de l'été.

Le premier week-end des vacances, une manifestation a rassemblé une centaine de personnes autour d'un temps fort : la réalisation collective d'un grand drapeau palestinien humain, suivie d'une manifestation dans les rues. En juillet et en août, nous avons également maintenu nos rassemblements, en alternance entre Nantua et Oyonnax, avec une cinquantaine de participants réguliers.

Une mobilisation que nous souhaitons maintenir dans la durée, mais aussi prolonger par des actions concrètes de solidarité.

Campagne pour l'approvisionnement en eau

C'est dans cette dynamique que nous lançons, dès la mi-septembre, une campagne avec un objectif de 4 000 euros pour soutenir un projet de récupération et de stockage de l'eau de pluie en Cisjordanie dans le gouvernorat d'Hébron.

Dans la municipalité concernée, les restrictions d'accès à l'eau affectent directement le quotidien des familles. Le projet prévoit la construction de citernes d'une capacité de 100 à 150 m³. Chacune pourra bénéficier à deux à quatre foyers, soit environ 15 à 25 personnes.

L'eau collectée permettra de répondre aux besoins essentiels des familles, lors des périodes de pénurie, mais aussi d'alimenter les potagers familiaux et de préserver les oliviers et les arbres fruitiers. Un projet concret qui touche à un besoin fondamental, mais également à l'autonomie des familles et à leur capacité à continuer de vivre et de cultiver leurs terres.

Pour porter cette campagne, notre antenne prépare un nouveau temps fort : une grande journée caritative autour de la Palestine, le **17 octobre**.

De 14 h 30 à 17 h 30, nous proposerons un après-midi ouvert à tous, mêlant solidarité, information et découverte de la culture palestinienne : artisanat et produits venus directement de Palestine, huile d'olive, henné, exposition, projections de courts-métrages, découverte du keffieh, de son histoire et de sa symbolique, ainsi que plusieurs espaces de sensibilisation.

À partir de 19 h 30, la journée se poursuivra, sur inscription, autour d'un repas palestinien caritatif préparé avec des produits frais et biologiques et des produits provenant de Palestine. Un moment convivial pour mettre à l'honneur la cuisine et la culture palestiniennes tout en soutenant directement notre campagne.

Notre objectif est clair : faire de cette journée un moment fédérateur et atteindre les 4 000 euros nécessaires pour soutenir ce projet.

Vous retrouverez prochainement toutes les modalités d'inscription et de participation sur notre page Instagram @afps_oyonnax. (+ lien et QR Code ci-dessous)

La rentrée a déjà commencé avec notre présence au Forum des associations le 5 septembre, et nos rassemblements se poursuivront tous les quinze jours, toujours en alternance entre Nantua et Oyonnax.

Nous continuons d'avancer avec une conviction : à notre échelle, ici aussi, nous pouvons agir concrètement.



Dans les rues d'Oyonnax, 100 participant. es aux couleurs de la Palestine

https://www.helloasso.com/associations/afps-01/collectes/de-l-eau-pour-la-vie

Forum de associations de Valserhône

L'équipe des bénévoles

Pour la deuxième année, l'AFPS de Bellegarde a participé au forum des associations qui a eu lieu le 29 août. Il y avait moins de monde que l'année dernière, mais cette année, la nouvelle municipalité a pris le temps de passer sur le stand.

Nous espérons que des partenariats pourrons voir le jour dès la rentrée !
À suivre...



Sur le Forum des associations

Congrès de l'AFPS, 7-8 novembre à Montreuil

Jacques Fontaine

Le Congrès de l'AFPS se tient tous les 3 ans. Depuis le dernier Congrès (décembre 2023) des bouleversements majeurs et dramatiques ont eu lieu tant dans l'avènement de l'ordre mondial que sur celui de la situation du peuple palestinien désormais menacé dans son existence même ou dans l'exercice de la solidarité avec la Palestine, en particulier en France. Pendant ces trois années, le nombre d'adhérents de l'AFPS a doublé et dépassait les 7 332 au 1er janvier dernier et le nombre de nos groupes locaux se monte désormais à 115 (+20 en 3 ans, dont le GL de nos voisins de Saône-et-Loire).

Le combat que nous menons est international, l'action que nous menons ne peut se résumer à notre seule activité de solidarité. Nous devons donc faire évoluer le niveau de notre intervention politique et donc à faire évoluer nos pratiques.

Quand vous lirez ce bref texte vous aurez reçu les rapport d'activité et financier ainsi que le rapport d'orientation, document capital pour les trois années qui viennent et nous aurons déjà tenu, *a minima*, une réunion de préparation du Congrès. Si vous avez des idées, des remarques, des suggestions, n'hésitez pas à nous en faire part : afps.01@laposte.net.

Dixit

Paroles prononcées par des acteurs ou des commentateurs du conflit israélo-palestinien

Transmettez vos idées à l'adresse de l'AFPS 01 ou par courriel à :
jacques.m.fontaine@gmail.com

Extrait de l'intervention de Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse lors de la veille du 4 septembre *:*
Je suis venu, et je viendrai de temps à autre quand je le pourrai, car l'agonie du peuple palestinien, écrasé dans l'indifférence générale ou presque, est totalement insupportable.

En tant qu'Européens, nous sommes (...) obligés de devenir une sorte de bouclier contre des monstres comme Trump, Nétanyahou ou le Russe. Nous y sommes obligés parce qu'ici, nous respectons le droit international. Pedro Almodovar, Cannes, 20 mai 2026

Point de but devant moi

Je frappe le monde, point de but devant moi
pas d'arbitre qui siffle
pas de foule qui bondit dans l'air

Je frappe le monde
avec un pied habitué à marcher dessus
pour qu'il roule au loin
pourchassé par des chiens
aux crocs luisants et à la bave enragée

Je le frappe avec ses femmes que je désire
avec ses mythes anciens
ses prophètes éteints
et les dieux façonnés par les maîtresses de maison
devant lesquels les chevaliers se prosternent !

Je le frappe avec ses rois et ses esclaves
ses textes sacrés
ses sectes
et ses commandements trans-générationnels

Je frappe la physique qui l'a engendré
ses sept merveilles
et ses pays aux drapeaux flotant aux frontières

Je frappe son présent incandescent
tous ses temps
ceux qui s'en vont… et ceux qui adviennent
sur une seule jambe !

Anas Alaili, *Danser sur une seule jambe,* 2026

Le peintre et sculpteur palestinien Sliman Mansour est mort

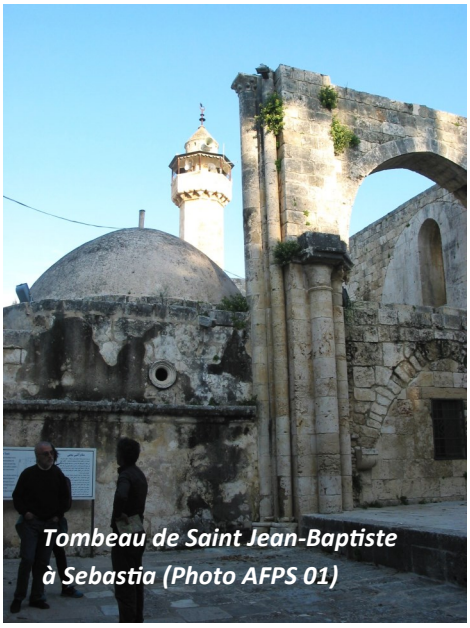
Ses œuvres dépeignaient la Palestine, ses traditions, sa terre, son peuple et la lutte contre l'occupation israélienne. Dans son hommage à l'artiste, le ministère de la culture palestinien l'a décrit comme *« l'un des plus importants piliers de l'art visuel palestinien contemporain, dont la carrière, sur plusieurs décennies, fait partie de la mémoire visuelle et nationale palestinienne ».* Son œuvre *Camel of Hardships* (voir ci-dessus), où un vieil homme palestinien porte la ville de Jérusalem sur son dos, a été qualifiée d'*« icône nationale et artistique ».* (*Orient XXI)*

Patrimoine palestinien et mondial en temps de guerre (s)

Daniel BLATRIX

• Là-bas : *C'est une forme de résistance* :
Mazen Qumsiyeh de Bethléem, reconstruit le musée d'histoire naturelle de Palestine en Cisjordanie. *Nous sommes devenus le premier centre qui intègre quatre éléments en Palestine : la recherche, l'éducation, la conservation et le service communautaire*. Pour lui, la Palestine est un condensé des défis auxquels le monde est confronté, notamment avec la catastrophe climatique.

• UNESCO 24 juillet : le site palestinien de Sébastia inscrit sur la liste du Patrimoine mondial en péril.
Situé près de Naplouse, il est l'un des sites archéologiques les plus anciens (il a été habité dès l'âge du fer (1200 av. J-C) et les plus importants de Palestine.
il se distingue par la richesse de ses couches archéologiques et la clarté de son évolution historique, reflétant le développement continu d'un centre urbain, politique et religieux, pendant plus de deux millénaires. Ses vestiges ont une grande importance pour les croyants des trois religions du Livre.


Tombeau de Saint Jean-Baptiste à Sebastia (Photo AFPS 01)

Le Comité du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture a inscrit le site sur la liste en raison des menaces israéliennes pesant sur son intégrité, notamment les confiscations de terres et les entraves à sa conservation .